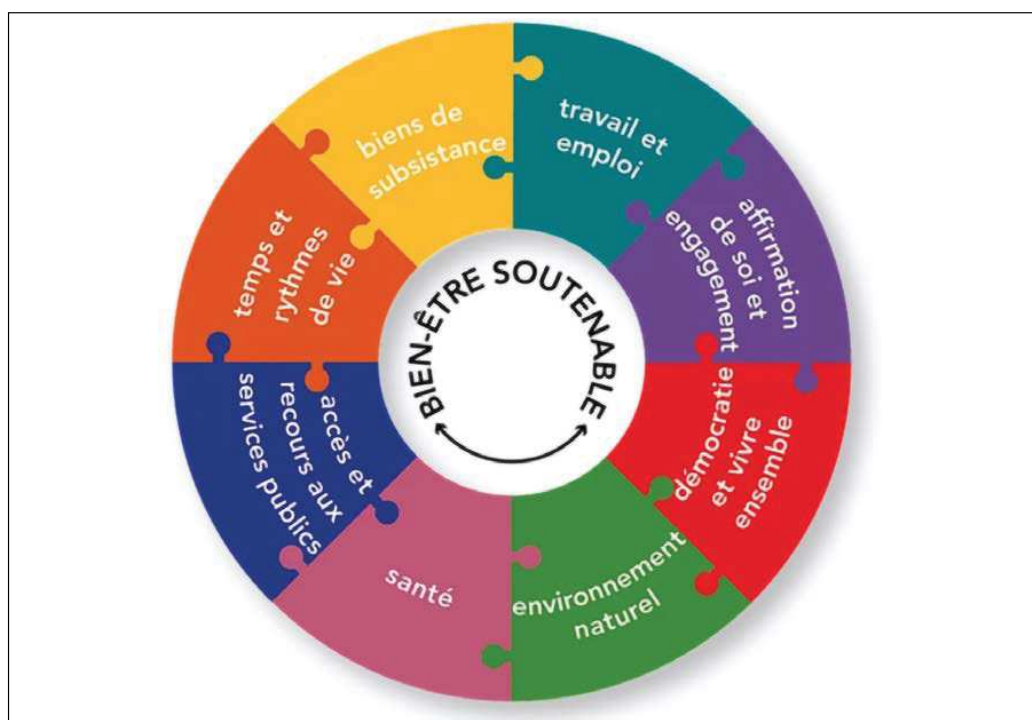


L'IBEST ou le bien-être sur mesure

Qu'est-ce que le bien-être ? et comment l'évaluer ? Au-delà des seules statistiques, la Métropole a engagé un travail de fond pour répondre à ces questions, en s'appuyant sur des outils méthodologiques structurants. Leur application dans un des lieux emblématiques de la politique de la ville en plein renouvellement urbain, les Villeneuve, a permis de mieux cerner ce qu'il en était pour les habitants. Et de battre en brèche certaines idées reçues.

Les 8 dimensions du bien-être définies par le projet IBEST résultent d'une enquête et d'une réflexion collective menée par la Métropole.



“Compter ce qui compte”, voilà le défi relayé et concrétisé par Hélène Clot, responsable de la stratégie et de l’innovation à Grenoble Alpes Métropole. Au début des années 2000, dans le sillage du rapport Viveret (1), une réflexion est lancée pour porter un nouveau regard sur les quartiers de la politique de la ville. “Constatant que la plupart de nos indicateurs étaient à charge [i.e. centrés sur leurs difficultés], nous avons voulu poser la question : qu’est-ce qui fait richesse, au-delà des flux monétaires ?”, se souvient Hélène Clot. Un travail commence alors pour évaluer le bien-être

dans ces quartiers puis à l’échelle de la métropole de Grenoble dans son ensemble. Il aboutit à la construction des Indicateurs du Bien-Être Soutenable Territorialisés (IBEST) en 2016 (2). Avec IBEST, une conception située du bien-être s’impose : l’environnement social et naturel en sont des composantes majeures. Il se conçoit par ailleurs dans le rapport entre les aspirations et les capacités de chacun. Le projet IBEST a cherché à mesurer ce qui ne l’avait jamais été : les relations sociales, les liens entre habitants et institutions, ou encore les comportements écoresponsables. “Nous avons voulu aller en-dehors des zones éclairées par la statistique publique”, explique Fiona Ottaviani,



docteure en économie et professeure à Grenoble École de Management (3). *Les données administratives existantes reflètent les besoins de gestion des politiques publiques plus qu'elles ne mesurent leurs effets.*

Comment dès lors produire les données qui font défaut ?

La Métropole a procédé en plusieurs étapes. Elle a mené une première enquête en 2012 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 habitants du territoire. Un questionnaire comportant 80 questions pour environ 300 entrées, a permis de constituer la base de données IBEST. À partir de cette matière, les experts et chercheurs ont produit un premier rapport. Des ateliers ont ensuite été organisés avec les élus, les professionnels et les citoyens du territoire. De la déconstruction et de la discussion de ce matériau "expert" via ces temps participatifs ont émergé les 8 dimensions constitutives du bien-être selon IBEST (cf. Illustration). *"La catégorie affirmation de soi et engagement – inattendue pour les experts –, a été mise en évidence par les citoyens, illustre Fiona Ottaviani. L'organisation d'un débat a permis de remettre les indicateurs à leur place, au service de l'analyse et de la compréhension."*

UN INSTRUMENT AU SERVICE DE LA RÉNOVATION URBAINE

Depuis 2015, l'IBEST structure le référentiel global de la métropole de Grenoble et permet de mieux comprendre les enjeux et conditions de vie sur le territoire. Au-delà de l'observation, il sert désormais à enrichir l'évaluation des politiques publiques, en particulier celle de la rénovation urbaine.

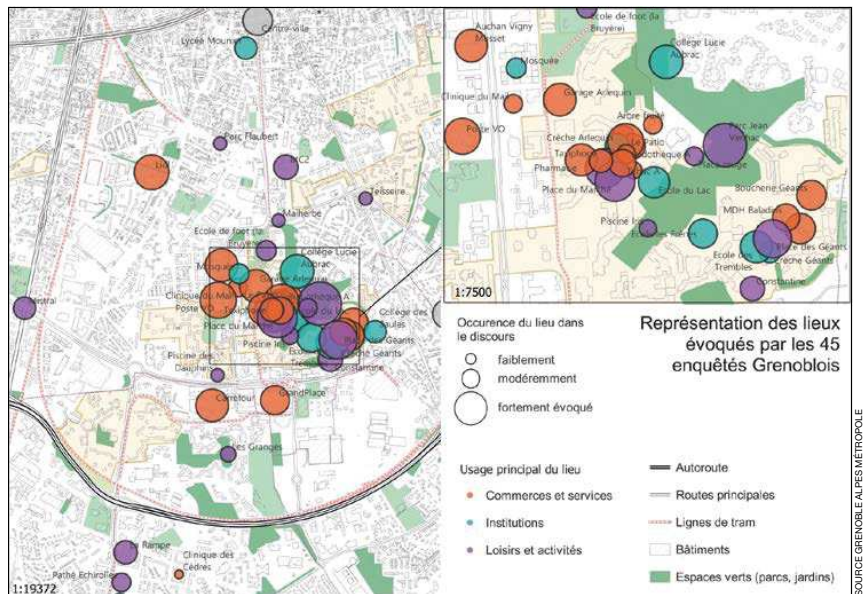
Un travail approfondi est ainsi en cours sur les Villeneuves, un quartier des années 60 situé à cheval sur les communes de Grenoble et d'Echirolles. Lors du Programme national de renouvellement urbain de l'Anru (2006-2016), son parc de 8 000 logements a fait l'objet de démolitions – reconstruction et de réhabilitations importantes. Plus largement, la requalification de nombreux espaces publics a été entreprise. Aujourd'hui, la Métropole porte le projet urbain inscrit au Nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU 2018-2028) et veut élargir le travail à l'emploi, à l'éducation, à l'environnement et à la santé. Pionnière en la matière, elle veut en faire un écoquartier populaire (4).

Sur la partie grenobloise des Villeneuves, la Métropole a mis en place une démarche d'évaluation originale du NPNRU, avec une composante qualitative reposant sur un suivi de cohorte. Une collaboration s'est engagée dès 2019 à l'occasion du recrutement du démographe Lucas Jouny au sein de l'agence d'urbanisme de la région grenobloise (AURG). *"Mon travail a consisté à mettre à jour le ressenti des habitants, précise Lucas Jouny, chargé d'études sociétales à l'AURG. L'IBEST a servi de boussole pour réaliser les entretiens."*

Les 45 enquêtés de la cohorte ont été choisis en fonction de la proximité de leur logement avec les impacts les plus directs des chantiers du NPNRU. L'échantillon respecte aussi le profil socio-démographique du quartier. Pour conduire l'ensemble des entretiens, l'AURG

s'est appuyée sur des sociologues de l'association "Le Champ des Possibles", tous préalablement sensibilisés aux indicateurs IBEST.

Des résultats provisoires ont été publiés début 2021. Ils mettent en évidence que la dimension "biens de subsistance" d'IBEST est la moins bien "réalisée" (indice de 0.4 sur 1 pour une réalisation optimale). Une conséquence de la précarité socio-économique des ménages du quartier. À l'opposé, la dimension "environnement" est plébiscitée avec un indice de réalisation de 0.9. Un résultat qui s'explique par la qualité du grand parc Jean Verlhac situé en pied d'immeuble. Entre ces deux extrêmes, les dimensions du bien-être ont un bon indice



Cette carte d'usage rend compte des pratiques spatiales dans le quartier des Villeneuves et au-delà.

■ ■ *"La catégorie affirmation de soi et engagement – inattendue pour les experts – a été mise en évidence par les citoyens".*

(Fiona Ottaviani)

de réalisation : 0.6 pour l'"accès et le recours aux services publics"; 0.7 pour l'"affirmation et l'engagement", pour les "temps et rythmes de vie" ou encore pour la santé, et même 0.8 pour la "démocratie et le vivre-ensemble". Quant à la dimension "travail-emploi", dont la contribution au bien-être est globalement bonne (0,6), elle doit être relativisée par une approche genrée. En effet, le score de cette dimension pour les femmes est de 0.4 contre 0.8 pour les hommes.

Cet état zéro du bien-être dans la partie grenobloise du quartier des Villeneuves (5) bat donc en brèche les représentations et les indicateurs habituels qu'on associe à la vie de ces quartiers. Leur suivi dans le temps permettra de mesurer les évolutions du bien-être perçu dans le quartier. Sans pour autant pouvoir les rattacher aux effets qu'auront les interventions du NPNRU. *"S'il est simple de relier les opérations de rénovation urbaine aux dimensions du bien-être, il est très difficile de les relier au niveau de satisfaction des individus, prévient Lucas Jouny. Il n'y a pas de lien de causalité entre les deux."*

En dehors de ces éclairages des indicateurs IBEST, le suivi de cohorte s'est penché sur le ressenti des habitants face aux transformations de leur cadre de vie, sur

Urbanisme et bien-être

leurs usages et sur leur vécu du quartier. Une analyse multivariée a permis de dresser une typologie de profils en fonction de variables comme la sociabilité, les pratiques spatiales ou encore les conditions de vie. Ont alors émergé 6 profils contrastés, allant des habitants dits “historiques” aux “usagers”, en passant par les “satisfaits” ou encore les “routiniers sceptiques”. Une diversité qui témoigne de l’hétérogénéité de la composition socio-économique des ménages. Pour autant, des points forts et faibles unanimement reconnus sur le quartier ont été identifiés.

LES ESPACES PUBLICS, UNE PROBLÉMATIQUE À MIEUX TRAVAILLER

Si la qualité de ses espaces verts, son accessibilité ou encore son animation font consensus, certains aspects cristallisent les tensions. C’est le cas du manque de propreté des espaces publics et des parties communes des montées d’immeuble, du stationnement public jugé insuffisant ou peu sécurisé, des nuisances sonores et de l’effet repoussoir des points de deal du quartier. Le sentiment que le vivre ensemble se dégrade aux Villeneuves s’est aussi largement exprimé. Même si cette dimension du bien-être est encore bien notée par les personnes enquêtées. Ces dernières ont ainsi suggéré d’implanter un café-bar pour faciliter le lien social sur le quartier.

Tous ces éléments seront-ils pris en compte dans l’opération de renouvellement urbain ? “Nous avons transmis les premiers résultats de notre enquête à la Métropole”, répond Lucas Jouny. *Nous ne savons pas si le NPNRU peut encore les intégrer à ce stade.*

Sans préjuger de l’impact de ce travail inédit sur la programmation du NPNRU, il aura permis de faire évoluer les pratiques de la Métropole comme de l’AURG. “La traduction des questions évaluatives du NPNRU en démarche d’observation continue est une vraie réussite pour l’agence”, se réjouit Lucas Jouny. *L’AURG est garante de la méthodologie sur le temps long.* D’après lui, la planification urbaine et les projets d’aménagement tendent à mieux prendre en compte les déterminants de santé que sont la qualité du cadre de vie et des espaces publics, de l’air intérieur et plus largement la santé environnementale.

En dépit de ces succès, beaucoup reste à faire. “L’élaboration des documents d’urbanisme doit évoluer plus rapidement pour répondre aux besoins de notre société”, estime Lucas Jouny. Un avis partagé par Hélène Clot qui note par ailleurs avoir plus de facilités à intéresser les services de la Métropole ayant un ancrage social – l’IBEST est pris comme référence pour interroger le projet “zéro chômeur de longue durée” ou le parcours du demandeur de logement social – que le service urbanisme. Néanmoins, le PLUi métropolitain adopté en 2019 a pris un virage pour mieux intégrer la qualité de vie. “Avec la mise en place d’une OAP (Orientation d’aménagement et de programmation) sur la qualité de l’air et d’une autre sur les paysages, un premier pas a été franchi”, analyse-t-elle. *L’idée d’une OAP santé est à l’étude pour revisiter plus largement l’urbanisme.*

Au-delà, IBEST peut donner des éclairages sur les habitants du territoire. “Le portrait qu’il permet d’établir sur la métropole montre que les phases de la vie – jeune, en couple avec enfant, 3^e âge, etc. – constituent le principal critère de différenciation dans l’appréciation du bien-être selon ses communes membres”, révèle Hélène Clot.

On le voit, les apports d’IBEST sont multiples. Il n’est cependant pas sans limites. S’il intègre les occasions de contact avec la nature, ou encore les gestes écoresponsables, l’IBEST prend peu en compte les enjeux environnementaux (climat, biodiversité entre autres). La Métropole de Grenoble en a conscience et veut s’inspirer de la théorie du “donut” de l’économiste Kate Raworth (6). Déjà en application à Bruxelles et Amsterdam, elle place le bien-être entre deux limites : un plancher social – alimentation, éducation, etc. – et un plafond environnemental – biodiversité, climat, acidification des océans, etc.

“Dans le cadre du PLIA4 (7), la Métropole propose d’appliquer le donut sur le quartier phare de GrandAlpe, qui intègre le quartier des Villeneuves”, annonce Hélène Clot. *L’IBEST répond parfaitement au volet social du donut mais il doit être complété sur le volet environnemental.*

Fiona Ottaviani partage cette analyse et souligne la complémentarité d’autres méthodologies d’approche du bien-être. “Il serait catastrophique de se dire qu’IBEST peut fonctionner tout seul”, insiste Fiona Ottaviani. *Il faut au contraire encourager la multi-dimensionnalité et adapter le choix des indicateurs au territoire. Il n’y a pas un bon outil, mais de nombreux outils à croiser pour viser la soutenabilité, réinterroger les pratiques, la transversalité des politiques publiques, créer des temps collectifs ouverts et réguliers pour maintenir une dynamique d’interrogation et de transformation.*

Le sur-mesure semble donc nécessaire pour évaluer le bien-être d’un territoire. Pour permettre à chacun de se lancer, le collectif des acteurs engagés dans la démarche (8) s’apprête à mettre en ligne un centre de ressources dédié. “Le portail Cap Bien Vivre a vocation à valoriser toutes les expériences de “nouveaux indicateurs” et à décortiquer à la fois les réflexions que ces démarches portent mais aussi les outils et méthodes”, précise Hélène Clot. *Il livrera aussi, en open source, tout ce que nous avons produit dans le cadre d’IBEST.* Prochaine étape majeure pour Grenoble Alpes Métropole, l’organisation en juin 2022 du second Forum International du Bien Vivre (9). D’après Hélène Clot, la question des inégalités y sera centrale. Car les politiques de transition peuvent aggraver la condition des ménages précaires. Et de s’interroger : “Comment changer de modèle ? Comment concilier bien-être, sobriété et acceptabilité pour bâtir une ville désirable par tous ?” ■

Florent CHAPPEL

Le quartier Les Villeneuves connaît une restructuration importante, marquée par des démolitions, reconstructions et réhabilitations de logements sur de nombreuses années.



- 1) Rapport Reconsidérer la richesse, Patrick Vivieret, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à la demande du secrétaire d’État Guy Hascoët, Janvier 2002.
- 2) Rapport final Construction et représentation des Indicateurs d’un Bien-Être Soutenable et Territorialisé dans l’agglomération grenobloise, janvier 2016.
- 3) Sa thèse *Performativité des indicateurs : indicateurs alternatifs et transformation des modes de rationalisation*, soutenue en 2015, a largement contribué à la structuration de la méthode et des indicateurs du projet IBEST.
- 4) La Zac de Bonne à Grenoble a obtenu le tout premier Grand Prix ÉcoQuartier en 2009, avant la mise en place, en 2013, du label par le ministère de la Transition écologique.
- 5) Le même travail a débuté en 2021 sur Villeneuve d’Échirolles, avec une cohorte d’une soixantaine d’habitants.
- 6) *La théorie du donut : l’économie de demain en 7 principes*, Kate Raworth, Plon, 2018.
- 7) Le quatrième Programme d’investissements d’avenir a été lancé en septembre 2020 et consacre 20 Mds€ sur 5 ans à l’innovation.
- 8) Il regroupe l’université avec Grenoble École Management, les collectivités (Ville et Métropole de Grenoble) et des associations (CCFD-Terre Solidaire et FAIR).
- 9) La première édition s’est tenue en 2018 (cf. <http://bienvivre2018.org/>).